



Des Marines américains au cœur des populations L'expérience des Combined Action Platoons au Vietnam

BRENNUS 4.0

Le colonel (R) Michel GOYA

Publié le 11/05/2019

Expériences alliées

Les conflits de contre-insurrection laissent apparaître deux grands modes opératoires pour les forces régulières : le « va-et-vient » à partir de bases ou la présence permanente au sein de la population. Le premier mode est le plus utilisé, car il paraît le moins risqué et le plus apte à obtenir des résultats rapides. L'histoire tend pourtant à montrer que le second, sous certaines conditions, est non seulement plus efficace contre l'ennemi, mais également moins coûteux en vies humaines. À cet égard, l'expérience des Combined Action Platoons durant la guerre du Vietnam est intéressante, car elle est une des seules à avoir fait l'objet d'analyses scientifiques.

Naissance d'une innovation tactique

En 1964, lorsqu'il prend le commandement des forces américaines au Vietnam, le général Westmoreland, de l'US Army, considère le Viêt-Cong, le mouvement communiste sud-vietnamien, comme un simple prolongement du Nord-Vietnam et ses forces comme des auxiliaires de l'armée nord-vietnamienne (ANV) combattant sur les arrières. Conformément à la culture de l'US Army, qui ne conçoit la victoire que par la destruction rapide de la force militaire ennemie sur le champ de bataille, le mode opératoire privilégié par Westmoreland est l'opération de recherche et destruction, c'est-à-dire le rassemblement rapide et massif d'une force dans une zone donnée qu'il s'agit ensuite de «nettoyer» de tout combattant ennemi. Le nombre de ces combattants éliminés, le body count, détermine ensuite le degré de succès de cette chasse à l'homme. Dans ce contexte, la population sud-vietnamienne est plutôt considérée comme une gêne dont le sort relève uniquement des autorités locales.

De son côté, le Corps des marines, qui prend en charge en 1965 la zone du 1er corps d'armée sud-vietnamien au nord du pays, a une vision un peu différente. Bien que sous l'autorité de Westmoreland, la 11e Marine Amphibious Force (MAF) du général Walt dispose d'une certaine latitude pour réaliser ses missions, dont la première est la protection de l'immense base de Danang. Contrairement à l'US Army, le Corps des marines a connu des «petites guerres», de la fin 1898 à 1935 en Amérique centrale, en particulier au Nicaragua. Il a même théorisé l'expérience de cette «guerre des bananes» dans le Small War Manual en

1940. Conformément à cette expérience, Walt donne des zones de quadrillage autour de Danang à ses bataillons avec comme mission d'y multiplier patrouilles, embuscades, mais aussi expérimentations.

Ces unités déployées sur le terrain découvrent vite que la population n'est pas un élément neutre, mais un acteur plus ou moins forcé profitant à celui qui la contrôle ou la protège. Elles constatent aussi le décalage entre le volume de leurs forces déployées et la dimension de leurs zones de responsabilité. Un bataillon crée donc sa propre force de supplétifs volontaires, un autre entreprend d'entraîner plus efficacement les milices villageoises baptisées forces populaires (FP). Plusieurs officiers effectuent des missions communes avec ces mêmes miliciens. À partir de toutes ces expériences, le major Zimmerman du 3e bataillon du 4e régiment de marines propose de former des sections mixtes, ou Combined Action Platoons (CAP), permanentes. Il s'agit de fusionner un groupe de combat de marines de 14 hommes (un sergent et trois équipes de quatre plus un tireur lance-grenades, renforcés d'un infirmier de l'US Navy), tous volontaires, avec les 15 à 50 hommes des forces populaires, très médiocrement équipés et entraînés, mais connaissant parfaitement le terrain.

Les commandements américain et vietnamien du 1er Corps donnent leur accord, et une première expérience débute en août 1965. La mission de cette première Combined Action Company de quatre sections est de contrôler la zone autour de la base de Phu Lai et interdire son accès au Viêt-Cong, de renseigner sur les activités de l'ennemi et de former les forces populaires. Cette première expérience permet de mettre en évidence les difficultés d'une telle «greffe», la barrière de la langue, les problèmes d'incompréhension culturelle ainsi que le décalage de compétence, d'équipement et de combativité entre les marines et les miliciens. On constate aussi et surtout que la base américaine de Phu Lai n'est plus attaquée, que le secteur est contrôlé et que l'ennemi y est privé de ressources.

Croissance des Combined Action Platoons

En janvier 1966, le général Nguyen Chanh Thi, commandant les forces vietnamiennes dans la zone du 1er corps donne l'ordre aux forces populaires de coopérer avec les marines. Il est alors décidé de former quatre sections supplémentaires chaque mois, avec des volontaires américains acceptant de passer au moins six mois dans un village vietnamien.

Après deux semaines de stage dans l'école CAP près de Danang où ils apprennent les rudiments de la langue et des coutumes, mais aussi une mise aux normes tactique et technique, les Américains commencent par effectuer des opérations de sécurité en périphérie du village. Ils y apprennent à se connaître eux-mêmes, eux qui viennent d'unités différentes, et à communiquer avec les forces populaires. Ce n'est que lorsqu'ils maîtrisent le milieu humain, physique et même animal (le comportement des buffles offre, par exemple, de nombreux indices sur l'activité humaine à proximité) que les Américains pénètrent dans les villages et y logent au milieu des habitants, en y payant un loyer. Leur quotidien est d'abord fait de patrouilles de jour, pour connaître le milieu et se montrer, et d'embuscades de nuit, pour combattre. Entre les patrouilles, ces marines de 20 ans approfondissent leur connaissance des lieux, des habitants et instruisent les miliciens locaux.

L'homme le plus important du dispositif est incontestablement le sergent américain qui est bien souvent aussi le chef de la section toute entière. Il a la responsabilité de la sécurité d'environ 3500 habitants. Cet homme-orchestre de 22 ans en moyenne, organise les patrouilles communes, demande et dirige les appuis de l'artillerie ou parfois de l'aviation, renseigne la chaîne de commandement, organise l'instruction et les demandes d'aide à la population. De ses qualités dépend le succès de toute la mission.

Le prix à payer est souvent cher. Inséré avec ses hommes à Binh Nghia, dans le secteur de Chu Lai, en juin 1966, le sergent Joseph Sullivan s'accorde très vite avec Ap Than Lam, le chef de la police et des forces populaires locales pour lutter contre le Viêt-Cong, très présent dans cette région près de la frontière avec le Nord Vietnam. Ensemble, ils organisent un système permanent de patrouilles et d'embuscades très efficace. Il y a alors un accrochage toutes les 36 heures pendant deux mois. Finalement chassés de la zone, les Viêt-Cong font appel à une compagnie régulière de l'ANV pour monter en septembre une offensive commune contre le poste de Binh Nghia. Les communistes sont finalement repoussés avec de très lourdes pertes grâce à l'arrivée d'un renfort du bataillon voisin, mais Ap Than Lam et Sullivan ont été tués dans les combats avec cinq autres hommes de la section.

Pour autant, non seulement les volontaires ne manquèrent jamais, mais deux tiers d'entre eux demanderont à prolonger leur séjour normal de plusieurs mois. Malgré le risque et les difficultés de toutes sortes, les incompréhensions, l'inconfort et l'isolement, la vie dans les CAP est généralement vécue comme une aventure humaine forte. Alors que les contacts sont permanents, on constate beaucoup moins de problèmes entre soldats américains et civils vietnamiens qu'avec toutes les autres unités du corps expéditionnaire. Les sondages montrent même que ce sont les endroits du pays où les Américains et Vietnamiens s'apprécient le plus. Dans l'abondante littérature américaine sur la guerre du Vietnam, cette expérience est une des très rares à être présentée comme positive et à susciter de la nostalgie.

Maturité du concept

À la fin de l'année 1966, un premier bilan est réalisé qui montre que dans la «zone CAP» du 1er corps, les villages ont un indice de sécurité presque double des autres, avec une corrélation évidente entre le temps passé par les marines dans les villages et l'augmentation de ce degré de sécurité. Il s'avère surtout que le Viêt-Cong n'y recrute pratiquement plus et ne peut plus y percevoir de taxes et de riz, alors que l'administration du gouvernement républicain peut s'y exercer normalement. Le rapport démontre aussi une influence positive sur la qualité des forces populaires. Non seulement, le taux de désertion y est quasi nul, contre 15 % dans l'ensemble du Sud-Vietnam, mais on estime qu'un groupe de marines engagé dans un village suscite presque vingt volontaires et que ceux-ci sont formés deux fois plus vite que lorsqu'ils sont laissés seuls sous le commandement vietnamien.

En octobre 1967, les compagnies de CAP sont intégrées dans des Combined action groups (CAG). Le 1er est autour de Chu Lai, le 2e, le plus important avec neuf compagnies, est proche de Danang, dont il assure la sécurité et le 3e à Phu Bai. Un quatrième groupe est organisé en juillet 1968 autour de Quang Tin. Si les petits états-majors de compagnie sont chargés de la coordination tactique, ceux des groupes gèrent plutôt la logistique et les ressources humaines. Ce sont notamment eux qui sélectionnent les hommes qui partent ensuite dans les villages. Chaque groupe est normalement intégré au bataillon du secteur pour le soutien logistique et les appuis feux, ce qui ne manque pas de poser des problèmes lorsque ce bataillon est engagé, comme souvent, dans des opérations mobiles. Il faut cependant attendre janvier 1970, à quelques mois de la fin du programme, pour voir la mise en place d'une structure complètement autonome disposant en propre de tous ses moyens.

Lorsque débute l'offensive du Têt, fin janvier 1968, il existe plus de 80 CAP, fortes de presque 1800 Américains et de plus de 3000 Vietnamiens. À ce moment-là, les communistes ont compris la menace que celles-ci pouvaient représenter et, alors que ces sections ne protègent que 10 % de la population de la zone du 1er corps, ils concentrent contre elles près de 40 % de leurs attaques. Les CAP perdent 120 marines et 83 Vietnamiens tués en cinq mois, mais plus de 1300 ennemis sont aussi éliminés et si plusieurs ont dû se replier

temporairement de leurs secteurs, aucune d'entre elles n'a été détruite.

L'année 1969 est celle de la plus grande activité. On compte alors 114 CAP réparties dans 14 compagnies, avec plus de 2200 soldats américains et près du double de Vietnamiens. Elles sont alors devenues nomades, tournant désormais entre les villages, sans poste fixe. Leur vie est un peu plus rude et leur imprégnation dans le milieu humain un peu moins profond, mais elles sont moins vulnérables, plus offensives et peuvent mieux utiliser la puissance de feu américaine en portant le combat hors des villages. Un Américain inséré dans une CAP élimine alors deux fois plus d'ennemis qu'un Américain agissant au sein d'une unité de combat purement nationale, tout en aidant la population, instruisant les forces locales et réduisant les ressources de l'ennemi. Plus étonnant encore, si un soldat américain et un soldat vietnamien sont tués en moyenne chaque année dans chaque CAP, le risque y est deux fois inférieur à celui des bataillons d'infanterie américains dans les bases. La protection invisible de la connaissance du milieu physique et du renseignement fourni par la population s'avère ainsi plus efficace que les murs des bases ou la puissance de feu massive des opérations de recherche et destruction. Grâce à cette protection, les pertes par mines et pièges sont marginales dans les CAP alors qu'elles représentent un tiers des pertes totales américaines. Grâce à elle encore, les CAP ont l'initiative des combats dans plus de 70 % des cas, ce qui suffit généralement à l'emporter, alors que la proportion est inverse avec les opérations de «va-et-vient» depuis les bases, ce que les bataillons américains sont obligés de compenser par une coûteuse débauche de feux. Pourtant, malgré cette efficacité prouvée le programme CAP suscite les plus grandes réticences à Saïgon.

Blocage et fin d'une expérience réussie

Par sa mixité de missions et de composition, les CAP se trouvent à la croisée de trois grands commandements rivaux : le commandement militaire sud-vietnamien qui n'aime pas voir une partie de ses forces lui échapper, l'ambassadeur américain Robert Komer qui estime avoir le monopole de tout ce qui relevait de la pacification, et le haut-commandement militaire américain au Vietnam qui dénonce dans les CAP un gaspillage de moyens au détriment des opérations offensives. Plusieurs généraux de l'US Army comme Harry Kinnard, commandant de la 1^{re} division de cavalerie (aéromobile) ou William Depuy, commandant la 1^{re} division d'infanterie et futur responsable de la doctrine, sont alors très hostiles aux CAP. Le premier déclare que les marines ne «veulent pas jouer» et le second qu'ils «s'assoient et ne font rien». Tous font remarquer les pertes totales relativement faibles infligées à l'ennemi, seul critère valable à leurs yeux.

Ne pouvant complètement interdire toute initiative au Corps des marines, Westmoreland ordonne néanmoins de limiter drastiquement cette expérience, en prétextant l'impossibilité à fournir les 167000 hommes nécessaires à l'application simultanée de la méthode CAP sur l'ensemble du territoire. De ce fait, les CAP restent en dessous de la masse critique qui aurait permis d'étendre la pacification selon la formule de la tache d'huile et donc aussi de dégager des effectifs américains. Îlots de sécurité au cœur de zones dominées par l'ennemi, il a toujours été impossible, à l'exception de deux cas, de dégager les marines des secteurs où ils étaient engagés sous peine de voir la situation se dégrader très vite. Il est vrai que le changement d'échelle de la méthode des CAP aurait impliqué de trouver beaucoup plus de volontaires et de qualité. Il aurait sans doute aussi impliqué des réponses fortes de la part de l'ennemi. On peut cependant imaginer que dans cette armée américaine très lourde qui a, à son maximum, déployé 550000 hommes pour seulement 80000 combattants, aurait gagné à développer une infanterie légère plus nombreuse et capable de vivre vraiment au milieu de la population. Mais comme le souligne Douglas Blaufarb dans *The counterinsurgency era : US doctrine and performance (1977)* :

« Le commandement américain a été incapable d'admettre la conclusion implicite du succès des CAP qui était que les ressources immenses dont il disposait en équipement et technologie étaient inadaptées à ce type de guerre. »

Tout le dispositif CAP est désactivé à partir de juillet 1970. La dernière section est dissoute en mai 1971.

Bibliographie

- Charles W Driest, Combined Action Platoons: A Possible Role in the Low-Intensity Conflict Environment, Biblioscholar, 2012.
- Andrew Krepinevich, The Army in Vietnam. Baltimore : Johns Hopkins Press, 1986.
- Bing West, The Village, Pocket Book, 2003.
- Albert Hemingway, Our War Was Different: Marine Combined Action Platoons in Vietnam, Naval Institute Press, 1994.

Titre : Des Marines américains au cœur des populations L'expérience des Combined Action Platoons au Vietnam

Auteur(s) : le colonel (R) Michel GOYA

Date de parution : 09/05/2019

[EN SAVOIR PLUS](#)
